



Fonds monétaire international

Et pour cause, endettement, inclusion financière, climat des affaires, des prescriptions que donne l'institution financière pour sortir du marasme économique qui pèse sur le Cameroun.

Bien que le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé, le 17 juillet, un décaissement de près de 45 milliards de FCFA en faveur du Cameroun, Mitsuhiro Furusawa (photo), le président par intérim du FMI, a fait quelques recommandations au pays dans le cadre de la mise en œuvre de son programme soutenu par la « Facilité élargie de crédit (FEC) ».

« Il est fondamental de ne pas recourir à de nouveaux emprunts non concessionnels et de respecter strictement le plan de décaissement des prêts contractés mais non décaissés pour préserver la viabilité de la dette. Une meilleure hiérarchisation des projets et une efficacité accrue des investissements contribueront à répondre aux besoins de développement tout en favorisant une gestion prudente de la dette », prescrit Mitsuhiro Furusawa. Le président par intérim du FMI ajoute que l'amélioration de la viabilité financière des grandes entreprises publiques à l'aide de contrats de performance et de réformes ciblées des prix administrés réduira le recours aux subventions et atténuera les risques liés aux passifs conditionnels.

Le président par intérim du FMI recommande par ailleurs au Cameroun d'améliorer l'inclusion financière, le climat des affaires et la gouvernance pour encourager le développement du

secteur privé et stimuler la compétitivité. « Il est en particulier essentiel de renforcer le respect des normes de l'ITIE [Initiative pour la transparence dans les industries extractives] et le cadre de LBC/FT [Lutte contre le blanchiment d'argent/Financement du terrorisme] pour favoriser une croissance tirée par le secteur privé et attirer les investissements étrangers », déclare le patron de l'institution de Bretton Woods.

Enfin, indique M. Furusawa, le programme FEC du Cameroun continue d'être appuyé par la mise en œuvre de mesures d'accompagnement et de réformes de la part des institutions régionales dans les domaines de la réglementation des changes et du cadre de la politique monétaire. Ceci pour favoriser une augmentation des avoirs extérieurs nets régionaux, qui sont essentiels pour le succès dudit programme.

L'accord triennal en faveur du Cameroun a été approuvé le 26 juin 2017 pour un montant d'environ 666,9 millions de dollars (près de 400 milliards de FCFA). L'achèvement de la 4e revue a permis de décaisser environ 76,2 millions de dollars. Ce qui porte le total des décaissements au titre de l'accord à environ 514,5 millions de dollars (près de 300 milliards de FCFA).
